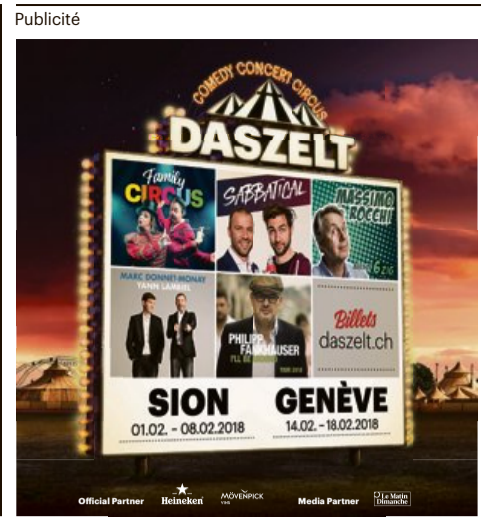


Ménages L'indice des prix à la consommation ne reflète pas la réalité. **25**

Smartphone LG sort un appareil haut de gamme. **28**

Economie

Le Matin Dimanche | 17 décembre 2017



La place financière suisse doit faire mieux en matière d'économie verte

Fonds durables Le Climate Day de Paris a mis en lumière les progrès d'UBS. Mais la culture suisse doit encore évoluer pour que les placements vertueux progressent à hauteur de ses capacités.

Ivan Radja
ivan.radja@lematindimanche.ch

À l'occasion du Climate Day qui s'est tenu en début de semaine à Paris, le rôle des grandes banques dans la lutte contre le réchauffement climatique a été mis en lumière par un classement du cabinet londonien ShareAction. Sur les quinze établissements européens les plus importants, UBS décroche la deuxième place, juste derrière BNP Paribas, et est talonnée par HSBC.

Une visibilité sur le terrain écologique qui n'est pas le fruit du hasard, pointe Christian Leitz, responsable du secteur Corporate Responsibility: «Elle s'inscrit dans notre stratégie «UBS and Society», qui coordonne les activités dans la banque tant pour le volet philanthropique que pour les placements durables.» Fin 2016, les investissements durables d'UBS se montaient à 1000 milliards de francs soit, en chiffres ronds, un tiers de l'ensemble des actifs investis. Un seuil qui sera largement dépassé cette année. «Pour la protection du climat, la valeur totale des transactions dans le domaine des prestations en actions et dans le marché des capitaux s'élève à 59.8 milliards en 2016, et celle des transactions dans le domaine des conseils financiers à 106,3 milliards», ajoute-t-il.

Seuls 4,5% d'investissements verts

La finance est un «levier fondamental dans l'orientation vers une économie plus verte, plus vertueuse», souligne Andrea Baranzini, professeur d'économie politique à la HEG de Genève. Les banques agissent directement, à travers leurs activités de financement et de crédit à des entreprises ou des projets durables, et indirectement, en proposant aux clients des placements dans des fonds qui incluent des sociétés dont les activités sont orientées vers des activités durables et socialement responsables. «Mais, si la part des produits durables grossit inexorablement depuis les années 90, avertit-il, la proportion de ces investissements par rapport à l'ensemble des fonds reste encore relativement faible.» Selon une étude d'Eurosif, le Forum européen de l'investissement responsable, ce marché représentait en Suisse 4,5% du total des fonds d'investissement. Il progresse pourtant, pointe une statistique du Swiss Sustainable Finance: en 2016, les investissements durables représentaient 266,3 milliards de francs, en hausse de 39% par rapport à 2015.

Manque de mesures incitatives

Mais le contexte très libéral, qui prône l'autogouvernance des entreprises, a pour corollaire un État timide en matière d'incitations, qui freine encore la Suisse sur ces questions, regrette Andrea Baranzini: «Tout ce qui est entrepris volontairement par les banques, les entreprises, les caisses de pension, est en général le bienvenu, mais ce n'est pas suffisant. Il faut un encadrement et des incitations de la part de l'État, car tout ce qui est social et environnemental est – par essence – externe au fonctionnement du marché», précise-t-il. Un avis partagé par Antoine Mach, directeur de Covalence, société basée à Genève, qui four-



Par manque d'incitations étatiques, la politique d'investissement durable demeure encore, en Suisse, en deçà de ce qu'elle pourrait être. Fotolia

«Les gérants de fortune n'osaient pas, jusqu'à il y a peu, proposer des produits écolos, de peur de passer pour des gauchistes»

Antoine Mach,
directeur
de Covalence

nit des services ESG (environnement, social, gouvernance) aux investisseurs: «Il y a un manque d'impulsion de la part de l'État, sur le plan fiscal notamment. Aux Pays-Bas, les placements verts bénéficient d'exemptions.»

Autre exemple, les caisses de pension suisses «ne sont pas tenues d'être transparentes sur leurs placements, contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays voisins». Elles prennent les devants pourtant, «conscientes des risques de «minderisation» (ndlr: du nom de l'initiative Minder sur la rémunération des CEO), c'est-à-dire de se prendre une initiative coercitive», constate Jean Laville, associé de Conser Invest, active dans la notation verte des entreprises pour guider les investisseurs désireux d'établir un portefeuille vertueux, via un système d'étiquettes échelonnées de A à D. En décembre 2015, Publica, la caisse de pension de la Confédération, a fondé, avec six autres grands investisseurs suisses, l'association suisse pour des investissements responsables (ASIR).

Une image bancaire à reconstruire

«C'est encore très lent», déplore Jean Laville. Le succès de sa société, en hausse depuis deux ans, montre pourtant que les mentalités changent. La Suisse est par contre à la pointe en matière de microfinancement (pour des projets ciblés et traçables en matière de rentabilité et de bonne gouvernance sociale et

environnementale), note Antoine Mach: «Notre compétence est forte dans ce domaine, et environ 30% de la microfinance mondiale est gérée en Suisse.»

Aux banques de faire mieux, ne serait-ce que pour leur image. «La place financière suisse doit se profiler davantage sur le marché vert, où la concurrence est féroce, estime Antoine Mach. Elle doit saisir cette occasion de se redéfinir dans cette période post-secret bancaire, où la réputation de certains établissements, surtout les grandes banques, s'est péjorée aux yeux du public.» Les fondations, de leur côté, ont aussi commencé à adopter de nouveaux codes, observe Jean Laville: «Auparavant, le souci de l'environnement et des questions sociales était réservé à leurs activités philanthropiques uniquement mais désormais, elles vont aussi aller chercher du rendement dans les placements verts.»

Changement de génération

La traditionnelle séparation entre affaires et bonnes œuvres pratiquée dans les banques de la vieille école s'estompe. Un changement culturel s'opère, «comme le montre l'exemple d'UBS», se réjouit Antoine Mach. Car il s'agit d'éduquer les banquiers à ces nouvelles formes d'investissements. «C'est clairement un frein, explique Antoine Mach. Les gérants de fortune n'osaient pas, jusqu'à il y a peu, proposer des produits écolos, de peur de pas-

En chiffres

266,3 milliards

En francs, le total des investissements verts en Suisse en 2016, en hausse de 39% sur un an.

4,5%

La part de ces investissements verts sur l'ensemble des placements en Suisse en 2015.

ser pour des gauchistes.» Le changement de génération chez les gérants de fortune modifie progressivement la donne, et d'autant plus vite que nombre d'études démontrent qu'un portefeuille vert n'est pas moins rentable, en moyenne, qu'un éventail de placements traditionnels, dans le charbon et l'industrie d'armement. Il est vrai que les clients ne sont plus les mêmes, sourit Jean Laville: «Une étude d'Accenture a démontré que 30% des milléniaux, lorsqu'ils héritent de la fortune de leurs parents, n'ont en général rien de plus pressé que de se séparer de l'ancien gérant de fortune et de le remplacer par un partisan de l'investissement responsable.» ●

